

s'agit maintenant de savoir si les conditions vont changer tellement, soit à l'échelle mondiale, soit sur le plan constitutionnel proprement canadien, qu'il faudra dès lors réparer la politique étrangère commune qui fonctionne très bien aujourd'hui.

Si l'État est mort, quel est ce gros objet à l'air prétentieux, constamment secoué par des hoquets juste en face de Windsor ? Comment appeler ces nouvelles entités qui naissent tous les jours en brandissant des drapeaux, et quelle est la principale forme d'organisation politique choisie un peu partout dans le tiers-monde ?

Peut-on sérieusement envisager un «nouvel ordre mondial» qui comprendrait trois blocs fermés rassemblant le quart riche de l'humanité, dont les membres seraient à la gorge les uns des autres et prêcheraient bien gentiment la démocratie, les règles de l'économie de marché et le désarmement à une majorité sombrant toujours davantage dans le désespoir ? Tout cela, dans un monde où les systèmes naturels rompent sous la pression, où les systèmes de valeurs sont dangereusement opposés, où des migrations massives sans précédent dans l'histoire risquent de se produire, et où les armes et les techniques de destruction massive se répandent partout.

Aucun pays n'est aussi bien muni que le Canada, lui qui bénéficie de liens extraordinaires (en Amérique du Nord, dans le G7, l'OTAN et la CSCE, en Asie-Pacifique, dans le Commonwealth, la Francophonie et l'OEA) et qui peut déployer une capacité réelle de leadership sur le plan diplomatique. Tous les témoignages recueillis auprès des étrangers tendent à corroborer l'opinion que le rôle traditionnel du Canada dans le monde (et la réputation d'État pluraliste et tolérant qu'il s'est acquise) demeure aussi constructif et vital que jamais auparavant.

Si la solution constitutionnelle à laquelle nous arrivons entraîne une décentralisation accrue en ce qui concerne les politiques économique et extérieure, la protection des intérêts des Canadiens et l'expression de leurs valeurs dans le monde s'en trouveront, en général, indiscutablement diminuées.

Si le pays se désagrège, aucun gouvernement provincial, ne pourra vraisemblablement prétendre posséder la force et l'influence dont jouit actuellement le Canada en tant que membre des divers conseils internationaux. Même un Canada restructuré sans le Québec serait énormément affaibli. Bien sûr, un Québec séparé aurait beaucoup moins de poids dans